

RAGE

Convergence des luttes anticapitalistes ★ Montréal ★ Printemps 2014

Le capitalisme détruit, détruisons le capitalisme !

Pour nourrir son appétit insatiable d'accumulation de richesse, le capitalisme massacre la planète par l'extraction sauvage illimitée des ressources naturelles, pour faire tourner toujours plus vite le cercle vicieux de la consommation effrénée !

Sournois, le capitalisme a pris soin de nous rendre dépendantEs des emplois, des produits, de l'énergie qui le font continuer à vivre. Ainsi, nous sommes dépendantEs du même système qui nous détruit.

Depuis sa création, le capitalisme a été réformé de toutes les façons, rien n'y fait ! Ce sont toujours les riches qui en profitent sur notre dos et sur le dos de la planète.

Ne nous laissons pas faire !

Le capitalisme détruit les vies humaines, un vrai moulin à viande ! Dominé par les riches et par l'Occident, ce système se nourrit et se reproduit grâce à la colonisation et à l'impérialisme, qui permettent l'appropriation des terres et des ressources et condamnent des milliards de personnes à des conditions de pauvreté extrême.

Ici, nous les travailleurs-euses, nous devons nous contenter d'emplois précaires et sous-payés pour manger et survivre, soumiSEs au joug du capitalisme. Nous pouvons, ainsi, acheter les produits que d'autres travailleurs et travailleuses, encore plus exploités que nous, ont fabriqués, au Bangladesh, en Thaïlande, au Mexique. Nous sommes la chair à saucisses des élites politiques et financières corrompues. Nous pourrions faire mille Commissions Charbonneau, il y aura toujours de nouveaux crosseurs, car le copinage entre les élites politiques et économiques n'est pas le fait de quelques moutons noirs, mais bien le fondement du système capitaliste, qui permet aux riches de demeurer puissants ! Les partis politiques, quels qu'ils soient, une fois au pouvoir nous montrent

Capitalism destroys our lives, let's destroy capitalism !

To feed its insatiable thirst for wealth accumulation, capitalism slaughters the planet through the savage illimited extraction of our natural resources, in order to feed the frenetic vicious circle of unbridled consumerism! The devious grasp of capitalism took care of making us dependent on jobs, products and energy which sustains its own survival. We are therefore dependent of the very system destroying us. Since its creation, capitalism has been reformed many times, to no avail! The rich always end up on top, to the detriment of the planet and its people.

We can't let them continue !

Like a meat grinder, capitalism destroys human lives! Dominated by the rich and the West, this system feeds and reproduces itself through colonialism and imperialism, which enables the expropriation of land and resources and condemn billions of people to conditions of abject poverty. Here, we workers must submit to the yoke of capitalism and settle for insecure and underpaid jobs to eat and survive. We can, therefore, buy products made by other workers in even worse conditions, exploited in Bangladesh, Thailand or Mexico. We are the cannon fodder of the corrupted political and financial elites. We could do a thousand Charbonneau inquiries, there will always be more scoundrels, because the cronyism between the political and economic elites is not the fact of a few black sheeps, but the foundation of the capitalist system, which enables power to the rich and nothing else! Political parties, once in power, show their true face: Far to the right, racist and xenophobe. The Parti Québécois's charter of "values" is a good example, where under the cover of secularism and gender equality, politicians want to block the right to work of thousands of women already coming from marginalized communities.

⇒ *Suite page suivante / continued on next page*



leur vrai visage ; à droite, raciste et xénophobe. La Charte des valeurs du Parti québécois en est un bel exemple, qui, sous couvert de laïcité et d'égalité entre les genres, veut priver de travail des milliers de femmes de communautés déjà marginalisées.

Mais pourquoi nous laisserions-nous faire ?

Le capitalisme c'est les mines, l'extraction des sables bitumineux, les gaz de schiste; c'est la catastrophe écologique annoncée, qui ne laissera que dévastation aux générations à venir.

Le capitalisme c'est aussi des millions de personnes qui sont malades parce qu'elles travaillent dans des conditions inacceptables, qui meurent parce que leur usine s'est effondrée sur elles, parce qu'elles n'ont pas mangé ou parce qu'elles ont voulu résister.

Cette année, nous allons à la Place Ville-Marie

Pourquoi la place Ville-Marie ?

La Place Ville-Marie est construite comme un symbole du ralliement des élites coloniales et capitalistes. En effet, elle a été bâtie sur le terrain du CN, avec l'aide de promoteurs et surtout l'énorme soutien de la Royal Bank of Canada¹. Elle sert depuis de lieu de convergence pour tous les crosseurs qui tiennent à avoir un pied-à-terre dans un des édifices les plus prestigieux... et à être à proximité de la classe dirigeante.

Les locataires de la place Ville-Marie sont aussi nombreux qu'ils sont impliqués en profondeur dans les grands projets capitalistes de l'heure. Les banques sont présentes en grand nombre : Toronto Dominion, CIBC Wood Gundy et la RBC y ont leur siège social montréalais. On sait que la RBC a investi fortement dans les sables bitumineux² et les pipelines jusqu'à tout récemment, bien qu'elle se serait mise à remettre en question ses investissements suite à une perte de vitesse du secteur pétrolier³. La Toronto Dominion est la seconde banque qui crée le plus de CO2 par le financement des mêmes activités⁴ et la CIBC est bonne troisième. Évidemment, on ne fait pas la liste de tous les autres projets financés par ces banques, et on ne tient pas compte de leurs impacts sociaux et de l'exploitation qui en est l'inévitable complément.



En plus des banques, des minières d'ici et d'ailleurs sont aussi locataires de l'immeuble de luxe : Alcoa (qui est, on se rappelle, une des bénéficiaires de l'électricité à bas prix d'hydro-

Le capitalisme c'est la mainmise de l'Occident sur la planète ; qui colonise, militarise et corrompt, pour s'enrichir toujours plus. C'est pourquoi nous irons à la place Ville Marie chercher les bourgeois là où ils s'enrichissent !

Le capitalisme détruit nos vies et la planète, mais en s'organisant nous pouvons le détruire !

Nous devons nous révolter contre cet ordre des choses, ne plus accepter notre asservissement et celui de toutes celles et ceux qui sont prisonnières et prisonniers du système capitaliste !

Joignez-vous à nous pour la manifestation anticapitaliste du 1er mai 2014, Au Parc des Faubourgs (coin de Lorimier et Ontario, Métro Papineau), à 18h00 PILE Ensemble nous sommes plus fortes !

Québec et en même temps possède ou exploite une douzaine de mines à la grandeur du monde⁵, Anvil Mining (qui exploite des mines de cuivre au Congo⁶), Camex (qui possède des mines dans le nord du Mexique⁷), Augyva (qui s'intéresse au nord du Québec⁸). Des représentants des médias sont aussi présents avec Cogeco, Rogers et Transcontinental, les inventeurs du Publisac.

Leurs avocats sont de la partie avec Norton Rose Fullbright, spécialisé dans l'énergie. La plupart des cabinets qui regroupent les restants de la dissolution de Heenan Blaikie, cabinet patronal par excellence, y sont aussi : Dentons, qui recevra Jean Chrétien⁹, Lavery¹⁰ et Gowlings.

Finalement, on ne peut passer par-dessus les acteurs gouvernementaux et ces entreprises qui ont déjà été publiques mais qui sont devenues semi-privées : la Banque de développement du Canada, ViaRail et, pendant longtemps, Air Canada. Qui plus est, c'est Ivanhoé Cambridge, filiale de la Caisse de dépôt et de placement, qui possède le bâtiment et en tire profit.

C'est en observant de tels lieux du pouvoir que l'on se rend compte de la cohésion totale des secteurs industriel, médiatique, gouvernemental et juridique. Comme on l'a montré à de multiples reprises lors de la campagne Ostie de Crosseurs, les capitalistes se partagent les emplois, s'échangent les rôles et se partagent les postes sur leurs CAS respectifs. Mais le temps n'est plus à montrer, mais à mettre fin à ces manigances afin de reprendre le contrôle sur nos vies en mettant fin au développement infini que nécessite le capitalisme !

But why would we remain idle ?

Capitalism is mines, oil sands and shale gaz. It is the predicted ecological catastrophe which will spill devastation for generations to come.

Capitalism is also millions of people, sick from working in unacceptable conditions, dead because their factories crumbled on them, hungry because they can't afford to eat, imprisoned because they tried to resist. Capitalism destroys our lives and our planet, but we can destroy it by joining forces! We must rise up against this world order, and reject our enslavement and those of all our fellow prisoners within the capitalist system! That's why we will end up at Place Ville-Marie, to find the rich where they get richer!

Join us in the anti-capitalist march on May 1st, 2014, Parc des Faubourgs (corner of de Lorimier and Ontario, Métro Papineau), 6PM SHARP Together, we are stronger !

★ Table des matières

Page 3 : Contre la Ligne 9, les sables bitumineux et tous les oléoducs
 Page 4 : Hydrocarbures au Québec : rire noir
 Page 5 : Anti-Pipeline and Oil Tanker Resistance in British Columbia
 Page 6 : Lac-Mégantic : l'histoire d'un travailleur
 Page 7 : L'appropriation par dépossession
 Page 8 : Anticolonial - Anticapitaliste
 Page 9 : Financiarisation du secteur agricole
 Page 11 : Trois accords économiques imminents, pour faire de la Terre un immense marché
 Page 12 : Immigrant Workers in Montreal : The Rise of The New Precariat
 Page 13 : Déclaration Ensemble contre la charte xénophobe !
 Page 14 : Le syndicalisme selon Steven Harper
 Page 15 : L'esti d'parade & Un camarade américain condamné pour le G20
 Page 16 : La Conférence de Montréal

Photo des camions de la couverture submedia.tv

- 1-Au début de la construction de la place Ville-Marie, elle a signé un contrat de 99 ans pour la location de 20% de la superficie de l'édifice; voir Québec Science, mars 2012, p. 42.
- 2-<http://is.gd/3VZ5bj>
- 3-<http://is.gd/dVpQIE>
- 4-<http://is.gd/Dncu7g>, voir graphique page 6
- 5-<http://is.gd/OUEN6f>
- 6-<http://is.gd/C44uYu>
- 7-<http://is.gd/oiHbus>
- 8-<http://is.gd/QIWzDV>
- 9-<http://is.gd/zfdr6Q>
- 10-<http://is.gd/Nlebi9>

Contre la Ligne 9, les sables bitumineux et tous les oléoducs

C'est l'hiver, l'est du Canada est recouvert d'une épaisse couche de neige et le National Energy Board (NEB) s'apprête à annoncer sa « décision » sur le renversement de la Ligne 9. Les dés sont pipés et personne ne retient son souffle. L'automne précédent, lors des audiences du NEB au Palais des Congrès, une petite manifestation autonome opposée au renversement de la Ligne 9 avait rencontré une répression policière disproportionnée : pas question pour le SPVM que les représentants d'Enbridge soient importunés par le petit peuple.¹

Quelques jours plus tard à Toronto, dans le cadre des mêmes audiences, une manifestation un peu plus nombreuse a fait ajourner prématurément les travaux du NEB. Peu de temps après, le gouvernement du Québec a décidé de tenir une commission parlementaire sur le renversement de la Ligne 9. L'exercice fut aussi prévisible que disgracieux, avec des députés qui se montraient sympathiques et complaisants envers les représentants de l'industrie, y compris ceux d'Enbridge, et odieux envers les quelques environmentalistes naïfs qui ont eu la mauvaise idée de participer à cette farce.

Bientôt ce sera le printemps et Enbridge commencera à travailler au renversement de son oléoduc. Suite aux travaux d'inspection de l'été dernier, ils tenteront de colmater quelques dizaines de fuites connues. Le ministère de l'Environnement de l'Ontario a tenté d'obtenir la liste de ces sites problématiques, mais Enbridge a refusé en alléguant que c'était confidentiel : un secret d'entreprise... L'Ontario n'a pas insisté ; Québec pour sa part n'a même pas eu l'impolitesse de demander.

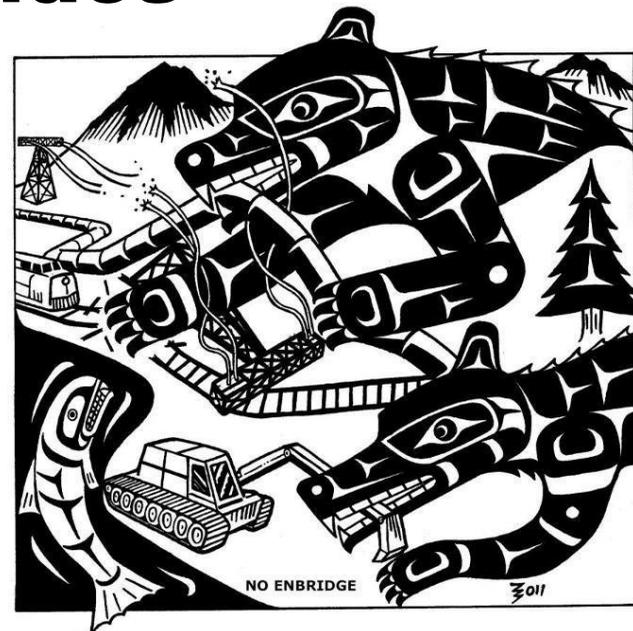
Dès qu'Enbridge aura reçu le feu vert du NEB, les travaux devraient aller très vite. De toute façon, le peu de brut qui coule vers l'ouest n'est plus essentiel aux raffineries de Sarnia qui sont maintenant bien approvisionnées en « brut léger » du Dakota du Nord et en brut synthétique issu des sables bitumineux.

Pour raffiner des produits finis, ces raffineries doivent mélanger savamment ces deux types de pétrole qui n'en sont pas vraiment. Leur prétendu brut léger est composé d'hydrocarbures très légers et volatils, à peine plus lourds que du propane - c'est du « pétrole » de ce type qui a explosé à Lac-Mégantic. On dit « pétrole » parce que la définition s'est élargie avec le temps, puisque le mot pétrole, à l'origine, référait à l'huile minérale telle qu'extraite. Tandis que ce « pétrole » est obtenu grâce à la fracturation hydraulique dans le champ pétrolifère de Bakken, au Dakota du Nord, ainsi qu'en Saskatchewan. Quant au brut synthétique ou bitume dilué qu'on tente de faire passer pour du pétrole lourd, il est pour sa part issu des sables bitumineux d'Alberta, une catastrophe écologique permanente et en expansion continue. Le brut synthétique est un solide que l'on dilue dans des liquides de gaz naturels, comme celui qui est brûlé pour extraire le bitume, et il est issu, dans la

majorité des cas, de la fracturation hydraulique des schistes gaziers de Colombie-Britannique. Une part importante des solvants sont inutiles pour les raffineries et sont retournés en train vers l'Alberta pour être réutilisés ; à cause de cela, à volume égal, le bitume dilué n'a que 70 % de la valeur énergétique du pétrole brut, d'où le besoin d'une grande capacité de transport et un risque accru d'accidents. Le brut synthétique a aussi la fâcheuse caractéristique de ne pas flotter et il contient une importante quantité de soufre et de sable, qui contribuent à le rendre abrasif et corrosif. Lors du déversement d'un oléoduc d'Enbridge dans la rivière Kalamazoo, le bitume a rapidement coulé au fond de la rivière, ce qui a rendu sa récupération impossible.



Nous n'avons plus beaucoup de temps pour nous opposer au renversement de la Ligne 9. Dans ces conditions, la meilleure avenue pour les anticapitalistes et les écologistes radicaux consiste à travailler avec les groupes mobilisés dans les populations locales directement touchées par ces enjeux, et à éviter les organisations écologistes de masse, qui se sont montrées complètement inutiles dans cette lutte. En Ontario, des occupations et des blocages de stations de pompage ont déjà eu lieu avec un certain succès. Sur la côte ouest, un campement a été établi par des autochtones qui défendent leur terre et l'écosystème environnant contre de nombreux projets d'oléoducs. L'un de ces projets, le Northern Gateway d'Enbridge, vient d'être approuvé par le NEB ; il faudra donc se tenir prêt à appuyer ces défenseur-e-s déterminé-e-s, s'ils et elles sont attaqué-e-s. Il faudra aussi se tenir prêt à être solidaire d'initiatives semblables qui pourraient avoir lieu plus près de chez nous. Comme la résistance aux oléoducs ne vise pas seulement à nous protéger d'un déversement local, mais vise avant tout à stopper l'exploitation des sables bitumineux



et l'écocide accéléré qui en résulte, il est important que les différentes luttes s'appuient les unes sur les autres. Par conséquent, il faudra aussi porter une attention particulière à la résistance contre l'oléoduc Keystone XL aux États-Unis.

La résistance aux oléoducs et aux sables bitumineux dépasse la stricte lutte contre un secteur de l'industrie ou contre les intérêts de la bourgeoisie, c'est une lutte pour la vie, la nôtre, celle des populations déjà affectées, celle des générations futures et celle des autres êtres vivants, qui ont la malchance de nous avoir comme colocataires ! C'est aussi une lutte anticoloniale et antiétatique. C'est une lutte de longue durée, car après le renversement de la Ligne 9, on parle de transporter une partie de ce pétrole en bateau sur le fleuve vers la raffinerie de St-Romuald et une autre partie en train jusqu'à St-John, au Nouveau-Brunswick. En plus, il y a Transcanada qui s'en vient, non loin derrière, avec son projet Énergie Est, un gigantesque oléoduc d'une capacité de 1,2 million de barils par jour, avec des projets de terminaux d'exportation à St-John et à Cacouna. Et tout ça, c'est sans compter les forages en Gaspésie, à Anticosti et dans le Golfe du St-Laurent qui font rêver nos hommes d'affaires et nos politiciens.

Il faut donc s'attendre à ce que les luttes contre l'extraction et le transport du pétrole prennent beaucoup de place dans les mois et les années à venir. C'est l'hiver sur l'est du Canada et bientôt il sera temps de sortir de notre hibernation...

1- <http://www.clac-montreal.net/mise-au-point-10-octobre-2013>



Hydrocarbures au Québec : rire noir

Au moment d'écrire ces lignes, l'actualité pétrolière au Québec « explose »... Il est très difficile d'en contenir les débordements en un seul article, alors veuillez considérer les lacunes comme des invitations à faire votre bout de recherche... Cet article porte spécifiquement sur les perspectives d'extraction sur le « territoire québécois », excluant ainsi les projets d'oléoducs, non moins cruciaux.

Vous vous souvenez du temps où ça allait changer tout seul ?

Il était dans l'air du temps de dire avec sérénité qu'un jour il n'y aurait plus de pétrole et que l'humanité passerait alors enfin à autre chose. Cette affirmation s'avère terriblement fautive. Il y a trop de pétrole, trop d'hydrocarbures disponibles pour que nous attendions ce moment. Des experts affirment que si nous brûlons, au rythme actuel, toutes les réserves de pétrole (et on ne parle même pas du charbon, du gaz, etc.) actuellement prouvées (sans compter les « potentielles »), la température moyenne de la planète augmentera de 4 à 6 degrés, ce qui est catastrophique¹. Il faudra donc choisir collectivement de sortir de notre dépendance au pétrole et de cesser d'en extraire pour l'instant, et être capables de mettre en œuvre cette décision.

« Assumons notre consommation »

La fibre nationaliste est bien utile au Québec pour faire des raccourcis intellectuels. On nous parle des vertus du pétrole québécois, qui serait local-créateur-d'emplois-enrichirait-les-Québécoises-et-les-Québécois...équitable-bio-coopératif...bref, la panacée. Souvenons-nous qu'il y a trop d'hydrocarbures et certes, cesser du jour au lendemain d'en utiliser n'est pas vraiment plausible : il y a une période de transition nécessaire. Alors que devrions-nous consommer durant cette transition (à amorcer d'ailleurs) ? Le moins dommageable possible, non ? Eh bien, il se trouve qu'il est plus économe en termes d'émissions de GES d'importer du pétrole d'Algérie que d'exploiter le pétrole par fracturation au Québec². Cela dit, il serait important de développer des liens avec les travailleurs et travailleuses et les communautés algériennes afin de transformer cette relation commerciale en quelque chose de plus solidaire.

Au fait, les hydrocarbures au « Québec », de quoi on parle ?

Pétrole ou gaz, toutes les possibilités pointent vers ce qu'il est convenu de nommer *non-conventionnel*. En mer ou sur terre, il s'agit de techniques qui exigent beaucoup d'énergie et comportent non seulement des risques, mais aussi des conséquences inévitables à moyen ou long terme. Pour ce qui est du terrestre, outre le

gaz de schiste dans la Vallée du Saint-Laurent, il y a le pétrole (nécessitant fracturation) de Gaspésie et d'Anticosti, ainsi que le gaz aux Îles-de-la-Madeleine. Partout il y a de la résistance, mais il est certain que les zones moins densément peuplées font face à des défis particuliers et ont particulièrement besoin de solidarité. Les fronts les plus susceptibles d'être menacés à court terme sont Anticosti et la Gaspésie. Le gouvernement a annoncé le 12 février dernier un partenariat avec Pétrolia, Corridor Ressources et Maurel & Prom, tout en concluant un accord de principe avec Junex. Ces ententes permettront d'aller de l'avant (parce que le privé veut pu mettre de cash...) pour de l'exploration par fracturation (au propane dit-on), afin de déterminer le type d'hydrocarbures présents et si l'exploitation est viable. Car rien n'est prouvé à Anticosti, et plusieurs doutent du potentiel réel ; d'autres croient à une conspiration pour voler le public... Certains diraient : tant mieux s'il n'y a rien. Certes. Éviter 12 000 puits de forage est un plus. Cela dit, l'exploration comme telle comporte son lot de risques et les travaux débuteraient au printemps 2014. Quant à la Gaspésie, péninsule comptant un peu moins de population qu'Hochelaga mais beaucoup plus de plages, de rivières et de forêt (bien qu'amochée), elle est « claimée » en vaste majorité pour des hydrocarbures. On y trouve quelques plateformes de forage, dont la plus connue est celle d'Haldimand 4, située à 350 mètres de la résidence la plus proche ! La municipalité avait retardé les projets d'exploration en adoptant un règlement de protection de l'eau potable mais, pour faire une histoire courte, Pétrolia a gagné en Cour et le règlement est en hiatus en ce moment. Ceci dit, de toute façon, la densité des cours d'eau de la Gaspésie laisse à penser que la protection de l'eau potable exigerait une protection de l'ensemble de la péninsule (non seulement du 15 % municipalisé).

L'optimisme, voire l'aveuglement volontaire quant aux retombées économiques, supporté par un nationalisme primaire, est aussi abondamment critiqué. Mais tenons-nous-en ici à l'essentiel : c'est un mauvais plan. Le rendement énergétique de la fracturation est mauvais, son bilan carbone est gênant, et les risques de contamination, à moyen terme et à long terme, assez élevés pour que des États (!) de par le monde l'interdisent.

En ce qui concerne le milieu marin, les projets à surveiller sont Old Harry et le secteur dit du Banc-des-Américains, le premier étant à la fois le plus médiatisé et solidement critiqué. Fait à

souligner, outre la Coalition Saint-Laurent, qui regroupe du monde des cinq provinces maritimes, une Coalition Innu, Malécite et Mi'gmaq s'est formée en octobre 2013 afin de défendre leurs droits et protéger le Golfe³.

Rôle(s) de l'État : un masque qui tient avec de la broche qui dépasse

L'État québécois a joué un rôle historique de facilitateur d'accès aux ressources naturelles depuis sa création. C'était même sa première fonction. Depuis, à force de mobilisations, d'autres rôles lui ont été attribués, dont la protection de l'environnement. La conciliation de ces rôles ne semble pas l'étouffer et, alors que le gouvernement Marois portait un masque vert en période électorale, celui-ci a pâli vite. Pas qu'on soit surpris-e-s, mais il y en a que ça désillusionne, et ça c'est intéressant. La mobilisation sur les hydrocarbures compte de nombreuses personnes déboulonnées face à la politique représentative et il serait fort à propos d'y cultiver les perspectives de construction collective d'un contre-pouvoir plus radical. À ce propos, l'efficacité des actions d'affirmation et de défense du territoire à Elsipogtog inspire...



Et si c'était une occasion (allez...)

Parce que la sortie de la dépendance au pétrole et le choix de cesser d'en exploiter, c'est à contre-courant du capitalisme actuel, peut-être est-ce un moment charnière. Le capitalisme a carburé aux hydrocarbures depuis le charbon jusqu'aux sables bitumineux. Le capitalisme et son complexe militaro-industriel, son colonialisme revampé et sa capacité infinie de marchandisation offre des fuites en avant aux impasses qu'il a créées, et des voies de sorties pour les riches. Si nous souhaitons voir le capitalisme s'étouffer dans une dernière « puff » d'hydrocarbures, la conjoncture s'y prête au moins un peu. Sortir de cette phase énergétique appelle à une reconfiguration des forces de travail, des infrastructures, des relations aux écosystèmes... voire donc de l'organisation sociale tant locale et régionale que planétaire. Excitant, non ?

1- Des millions de personnes meurent déjà des conséquences des changements climatiques, dont une très, très faible proportion de banquiers.

2-<http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/le-quebec-complice-de-la-crise-climatique>

3- De nombreuses communautés des Premières Nations sont au premier plan partout dans le monde en ce qui concerne la lutte contre l'exploitation des hydrocarbures, mais cela vaudrait un autre article en soi.



Anti-Pipeline and Oil Tanker Resistance in British Columbia

As many already know, the Tar Sands in northern Alberta is a toxic nightmare: the largest industrial project in human history, one that is destroying the natural environment of the region and killing its inhabitants. For Indigenous peoples in the region it is nothing less than genocide.

But the oil and gas industry is also a threat to land and people in British Columbia (BC). This new threat comes through the proposed construction and expansion of several pipelines running from Alberta to ports on BC's coast, and a large-scale increase in oil tanker traffic to transport this oil and gas, most of it from the Tar Sands and destined for Asian markets.

In BC, opposition to the proposed pipelines is widespread. Along the proposed route, Natives have rallied in unprecedented numbers against Enbridge, the company behind the pipelines. And all along the coast, Native and non-Native people are opposed because they know that a tanker spill would devastate the environment.

But Enbridge is just one proposed project. In total, there are seven major pipelines proposed, running through the Central Interior to the coast. Most are planned to ship Tar Sands oil from Alberta, although at least one is to transport natural gas from northeast BC. These pipelines are:

- Enbridge: two pipelines running from Edmonton, Alberta to Kitimat (the "Northern Gateway" project).
- Pembina: two pipelines running from Edmonton to Kitimat.
- Kinder Morgan: two pipelines running from Edmonton to Kitimat (the "Trans Mountain North" project).
- Kinder Morgan: expansion of the existing Trans Mountain South pipeline from Edmonton to a port facility in Burnaby (adjacent to Vancouver).
- Apache/Chevron: one pipeline running from Prince George to Kitimat (the "Pacific Trails Pipeline" project).

The routes of the seven proposed pipelines in central BC will cross an estimated 1,000 rivers and streams; some of these are salmon

spawning grounds, and some are pristine. All are vital to life in the region. A pipeline rupture would devastate the environment and, if it leaked into a major river, could extend over tens of kilometres.

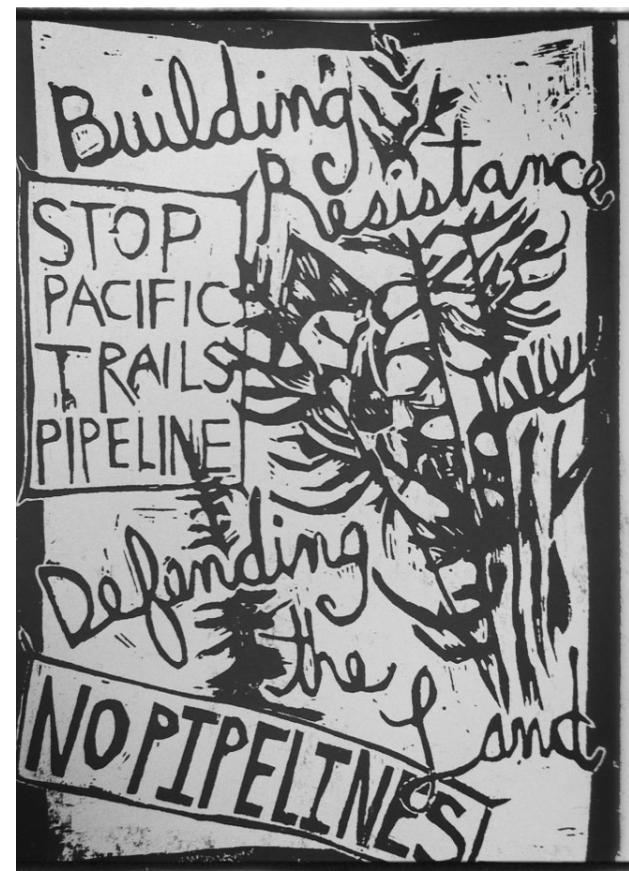
For these reasons, many Indigenous peoples are opposed to pipelines cutting through their traditional territories. Hundreds of Natives have rallied against proposed pipelines, with some threatening civil disobedience. On November 30th, 2011, 55 Indian Act band councils from along the proposed routes signed a joint declaration opposing the Enbridge and Kinder Morgan pipelines.

Pacific Trails Pipeline

While there is widespread opposition to Enbridge, many of the same band councils that oppose it are partners with the proposed Pacific Trails Pipeline (PTP). Fifteen Indian Act band councils have signed on with the PTP. According to a 2009 agreement, they are to receive \$18 million over the next two years and will have a 30 per cent share in the pipeline, for a possible \$530 million over the 25 year life of the agreement.

The PTP pipeline is planned to ship natural gas from Summit Lake, near Prince George, to a planned facility in Kitimat, and from there shipped out on oil tankers, mostly for markets in Asia. Apache and Chevron are partners in the PTP. It is to be 463-km long at a cost of some \$1 billion. The gas itself is extracted through fracking, in northeastern BC.

The main opposition to the PTP has been from the Unist'tot'en clan of the Wet'suwet'en nation. They have constructed a cabin and pit house in the path of the proposed right of way of the PTP, which is similar to that proposed for the Enbridge pipelines. The



Unist'tot'en campaign has been the most radical and grassroots of the "anti-pipeline" movement. In contrast, the campaign against Enbridge has been dominated by environmentalist groups, NGO's, band councils, and celebrities.

On February 5, 2014, the Unist'tot'en made a public call out for action as construction had begun on the PTP at its eastern and western points. The territory of the Unis'tot'en was to be the last phase of construction, according to the statement.

As the PTP is the first of the new proposed pipelines to begin construction, this campaign could impact that of the anti-Enbridge pipeline. Over the past four years, the Unis'tot'en have hosted action camps at which hundreds of Natives and non-Natives have attended. There is a strong grassroots solidarity movement with the Unist'ot'en, established over this period. For these reasons the resistance against the proposed PTP is one of the most important current campaigns in BC.

For more info:

<http://warriorpublications.wordpress.com/>

Unist'tot'en: <http://unistotencamp.com/>

La Bataille d'Elsipogtog

La communauté Mi'gmaq d'Elsipogtog, à proximité de la collectivité de Rexton, dans le comté de Kent, au soi-disant Nouveau-Brunswick, est depuis un an le théâtre d'une lutte à finir entre la multinationale gazière texane SWN (et ses larbins dans les différents paliers de gouvernement) et la population locale mobilisée pour défendre le territoire contre l'exploitation du gaz de schiste. De l'été à l'automne 2013, la lutte s'est progressivement endurcie, avec le blocage et le sabotage des véhicules d'exploration de SWN et l'érection d'un campement et



de barricades intermittentes le long de la route 134, pour aboutir à une brutale confrontation avec la GRC le 17 octobre dernier. Avant l'aube, plusieurs douzaines de *goons* de la police fédérale ont envahi le campement des défenseurs du territoire pour le démanteler et mettre fin à l'occupation pacifique. L'opération a été accueillie par une forte résistance et plusieurs véhicules de la GRC ont été incendiés dans la foulée (voir la photo en page couverture). Une quarantaine de défenseurs du territoire, de Warriors et de supporteurs ont été arrêtés et font face à diverses accusations.

Pour en savoir plus sur la bataille d'Elsipogtog, veuillez visiter

<http://dominion.mediacoop.ca/fr/story/showdown-elsipogtog/20423>

Photo de Miles Howe



Lac-Mégantic : l'histoire d'un travailleur

Il y a déjà dix mois survenait la tragédie du Lac-Mégantic. Depuis le 6 juillet dernier, 42 corps ont été retirés des ruines de la ville et cinq autres manquent toujours à l'appel¹. 47 victimes, mais combien de coupables ?

Les coupables ne pouvaient pas être les gestionnaires de la Montréal Maine and Atlantic (MMA), qui faisaient du lobbying agressif auprès des élu-e-s depuis des années pour empêcher l'interdiction des wagons DOT-111, qu'on savait dangereux². La MMA était honnête, et si elle avait pu obtenir un passe-droit pour faire passer des substances dangereuses sur une ligne en désuétude, ce n'est qu'avec un accord en bonne et due forme avec les élu-e-s fédéraux³. Et la MMA n'était pas coupable lorsqu'elle choisissait de ne pas écouter ses propres travailleuses et travailleurs, qui s'inquiétaient de la sécurité dans l'éventualité où l'unique conductrice ou conducteur du train tomberait malade⁴.

Les coupables ne pouvaient pas être les élu-e-s fédéraux, qui avaient choisi d'ignorer les avertissements de leurs propres fonctionnaires qui disaient que l'état des rails sur la ligne de la MMA était problématique et dénonçaient le fait que la MMA faisait rouler ses trains avec un-e seul-e employé-e⁵.

Les coupables ne pouvaient pas être les gestionnaires du Canadien National (CN), qui avaient sous-contracté la ligne obsolète à la MMA afin de ne pas avoir à payer en cas d'accident. Cela ne pouvait pas être non plus les gestionnaires de RailWorld, qui se donnaient des dividendes et des bonus faramineux afin de s'assurer que la caisse de la MMA serait vide en cas d'accident⁶.



Ed Buckhardt de la MMA avec ses chiens de garde

Alors qui est le coupable ? RailWorld et la MMA ont trouvé leur coupable. Il s'agit de Tom Harding, un honnête travailleur employé par l'entreprise depuis plusieurs années et qui a eu le malheur de conduire le train ce soir-là. Ce Tom Harding que ses collègues décrivent comme « un très bon conducteur, un des meilleurs dans son domaine »⁷. Ce Tom Harding qui a couru au milieu de la ville

en flammes pour sortir les wagons intacts, aidé en cela par d'autres travailleurs locaux, au péril de sa vie.

C'est lui l'unique coupable, au point où son employeur affirme que « des charges criminelles pourraient être portées contre lui »⁸. Son employeur l'accuse de ne pas avoir serré suffisamment de freins. Effectivement, au lieu de suivre la consigne canadienne en la matière (40 % des freins actionnés), le conducteur Tom Harding a suivi ... les recommandations de la MMA elle-même (20 % des freins actionnés)⁹.

Jarod Briggs, ancien conducteur pour la MMA, explique bien la nature du problème : « Si tu as deux personnes qui regardent, tu peux voir une erreur. Mais c'était toujours couper, couper, couper.¹⁰ » C'est la réalité des travailleurs et travailleuses du XXI^e siècle. Peu importe les manigances de tes gestionnaires et de tes élu-e-s, tout le risque t'appartient, pauvre travailleuse, pauvre travailleur, et sois prêt-e à en assumer les conséquences.

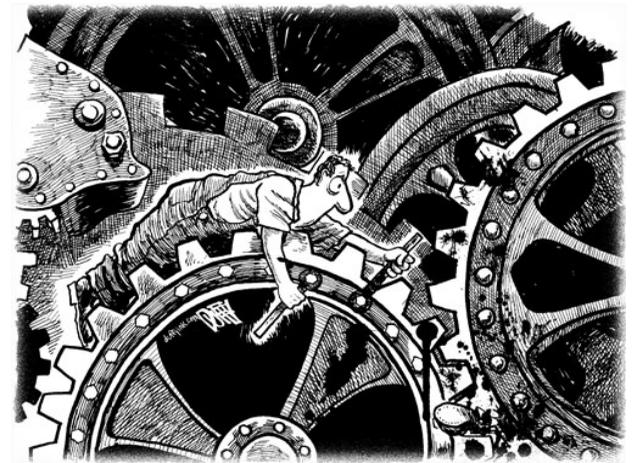
En ce moment, Tom Harding fait face à des procédures judiciaires complexes qui lui ont déjà coûté plus de 10 000 \$¹¹. Le tout sans soutien financier en dehors de celui de collègues et citoyen-ne-s. Pendant ce temps, la MMA bénéficie d'une amnistie pénale complète, accordée par le gouvernement canadien aux entreprises ferroviaires.

Pire, les gouvernements ont investi de fortes sommes pour la reconstruction, mais évidemment, la majorité des fonds sont destinés à la relance économique¹². On ajoute l'insulte à l'injure : le gouvernement récompense les entreprises privées, alors que cette même logique capitaliste, prônant la primauté du profit sur la responsabilité sociale et environnementale, est la cause même du désastre.

En fin de compte, le terme catastrophe porte à confusion. Une catastrophe est un accident, un événement imprévisible. Ce qui s'est passé à Lac-Mégantic n'est pas un accident, c'était un événement programmé, prévisible¹³. C'est 47 meurtres.

Où sont donc les coupables ?

Le 7 janvier 2014, le train passant normalement à Lac-Mégantic a traversé le petit village de Plaster Rock, au Nouveau-Brunswick¹⁴. Même train, mêmes wagons, mêmes matières dangereuses, mêmes résultats : 17 wagons ont déraillé et explosé, manquant de peu de détruire le village lui-même.



Quelle travailleuse, quel travailleur sera déclaré-e coupable de cet accident ? Et vous, serez-vous le prochain coupable, ou la prochaine victime ?

- 1-<http://bit.ly/1ksoqy5>
- 2-<http://bit.ly/1kP1On>
- 2-<http://bit.ly/1lv7RC3>
- 3-<http://bit.ly/1g5d5wM>
- 4-<http://bit.ly/1jMQGsy>
- 5-<http://bit.ly/1hGSr90>
- 6-<http://bit.ly/1fWab1a>
- 7-<http://bit.ly/1jMQGsy>
- 8-<http://bit.ly/1dhZtB5>
- 9-<http://bit.ly/1eXyDe0>
- 10-<http://bit.ly/1jMQGsy>
- 11-<http://bit.ly/1dhZtB5>
- 12-<http://bit.ly/1c2c4K5>
- 13-<http://bit.ly/1fCQHzT>
- 14-<http://bit.ly/1cxGBKV>



L'appropriation par dépossession

Le capitalisme est souvent simplement décrit comme un mode de production basé sur l'achat de la force de travail dans le but de l'utiliser pour produire des biens afin de tirer un profit du travail effectué. Par exemple, dans nos sociétés, les entreprises tirent des profits, qui sont en fait la différence entre le prix de revente des biens produits et le coût du travail, des matières premières et des frais liés à l'usure de la machinerie mis en œuvre pour les produire.

Une observation aussi simplifiée ne permet pas de bien comprendre le rôle que jouent les gouvernements dans l'implantation et le développement du capitalisme. On lit trop souvent que ceux-ci doivent limiter l'influence des entreprises, alors qu'au contraire, les entreprises n'ont obtenu le contrôle qu'elles ont sur la société que grâce à l'action du gouvernement.

Aux sources du premier investissement

On oublie facilement d'où provient l'idée même d'aller travailler. Le travail est une relation entre un employé et un employeur qui consiste en fait à échanger un temps de travail contre une somme d'argent. Évidemment, un patron n'achèterait pas le travail des travailleurs et travailleuses s'il n'avait pas la possibilité d'en tirer un profit. En effet, les entreprises se doivent d'augmenter leur valeur année après année pour rester compétitives et éviter de se faire acheter par les autres.

Ainsi, en travaillant, les travailleurs et travailleuses « produisent » pendant une partie de la journée pour gagner leur salaire, et ne font ensuite qu'enrichir les patrons tout le reste de la journée. Cela fait que l'écart entre les riches et les pauvres, tant au Canada qu'entre les différents pays du monde, continue toujours d'augmenter. C'est simplement parce qu'avec les usines et autres moyens de production qu'ils possèdent, les riches peuvent multiplier leur richesse en exploitant le travail des pauvres.

On peut toutefois se demander d'où provient initialement la richesse de ces entreprises. Par exemple, au Canada, la Compagnie de la Baie d'Hudson, la plus vieille entreprise en Amérique du Nord, a été fondée en 1670 par un décret du roi Charles lui donnant un monopole d'échange sur les fourrures sur un territoire de 3,9 millions de kilomètres carrés.

Il s'agit d'un cas spécifique de passation des pouvoirs entre la royauté et ce qui est devenu l'entreprise privée, et ce n'est qu'un exemple de l'origine de la propriété privée canadienne et des liens entre les pouvoirs politiques et royaux et les entreprises à but lucratif. Le cas de l'Angleterre ou de ses différentes colonies est tout aussi indicateur : c'est le pouvoir politique qui dépossède, pour ensuite donner les fruits de la dépossession aux entreprises, que l'on pense à l'Écosse, à l'Irlande ou à l'Australie. Ce n'est pas depuis la commission Charbonneau que des entreprises tirent leur domination économique de leur relation avec les autorités : il en va ainsi depuis les premiers balbutiements du système capitaliste.

une solution géographique qui est appliquée, avec les nombreux traités de libre échange permettant les investissements dans des pays où le salaire minimum était plus faible et où le développement économique était moins avancé.



Des ostie de jobs,
y en a juste pus
sur une planète morte.

La relation entreprises, gouvernements et guerres

Ainsi, avec un tel éclairage, on peut comprendre comment le colonialisme et l'impérialisme ont servi de fer de lance des gouvernements, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Par la suite, chaque bout de terre qui sort de l'eau sur la planète a été assigné à un pays. Toutefois, ces bouts de terre n'ont pas tous la même valeur : non seulement la géographie physique, les montagnes, les ressources naturelles, les rivières et les lacs affectent-ils la valeur du territoire, mais la géographie humaine, le salaire minimum, la présence de villes, d'autoroutes et de frontières viennent également changer la valeur d'un bout de territoire.

Naturellement, la richesse est distribuée de manière inégale sur un territoire donné : les villes se construisent typiquement près des voies navigables, qui vont ensuite s'élargir par la création de régions qui extraient et exportent leurs ressources vers la ville. Les richesses naturelles, la densité de population, le relief, le climat font varier la richesse du territoire, qui fait d'autant plus varier le prix des biens sur celui-ci. Par exemple, s'il y a eu une surproduction d'un type d'objet dans un marché, son prix va descendre drastiquement dans les zones à proximité, et donc, pour s'assurer d'un profit, il sera nécessaire d'exporter massivement.

C'est pourquoi dès les premières crises économiques la prise de contrôle des territoires étrangers s'est présentée comme le meilleur moyen de stabiliser le système, en créant de vastes marchés pour des biens de consommation. Il s'agit d'une compensation géographique des mécanismes économiques. Or depuis la fin des années 70, c'est un problème d'investissement auquel le système économique est confronté, et c'est encore

Toutefois, on sait que l'économie des pays d'Asie du Sud s'est mise à plafonner depuis peu, et les gouvernements du Nord sont à la recherche de nouvelles solutions, notamment dans notre propre cour. Comme précédemment, c'est le pouvoir accumulé par l'État qui est utilisé pour pallier aux ratés de l'économie. Ainsi, on ne peut pas être choqué de savoir que

le gouvernement autorise des augmentations de tarifs à Hydro-Québec alors que ses profits ont été de 2 milliards de dollars l'année passée. Ou encore que le régime d'assurance chômage devienne une vache à lait pour le gouvernement fédéral.

Tout ça pour quoi ?

Le contrôle du territoire et des programmes publics est donc une condition essentielle du développement capitaliste, qui est assuré par l'État pour le bien des entreprises. Leur plan pour la relance économique est clairement d'utiliser tout ce qu'ils contrôlent au cours des prochaines années. Mais jusqu'où sommes-nous prêts à sacrifier notre qualité de vie et l'environnement, sans compter l'écologie de la planète ou nos programmes sociaux, pour des projets dévastateurs qui ne visent qu'à relancer un système qui s'est déjà révélé si destructeur, et qui a créé autant d'inégalité ? Est-ce qu'on veut vraiment poursuivre la croissance infinie, sachant que la plupart d'entre nous ne récolterons que des miettes du butin accaparé par les riches et leurs multinationales ? Est-ce que ce ne serait pas le temps de reprendre nos moyens de production et de nous en servir pour réellement aider les gens ?



Anticolonial - Anticapitaliste

Cet article a été écrit par et pour des descendant-e-s de colons engagé-e-s dans les luttes anticapitalistes contemporaines dans le but d'encourager les analyses anticoloniales au sein de nos réseaux.

Le capitalisme sur ce continent a commencé dès la colonisation génocidaire des peuples autochtones et la dépossession de leurs territoires par les États-nations européens, principalement la France et l'Angleterre. L'objectif principal de cette colonisation était de contrôler le territoire pour en extraire les ressources naturelles et y établir des colonies. Par ce processus de colonisation, les hommes européens en position de pouvoir ont répandu leur société patriarcale, chrétienne et militaire au sein de ce qui est maintenant devenu un système global.

Depuis quelques centaines d'années, les colonies européennes sont devenues les États et nations capitalistes coloniaux au sein desquels nous vivons aujourd'hui. Les gouvernements coloniaux américain, canadien et québécois continuent de gérer la colonisation et de l'imposer aux peuples autochtones. Le principe central de cette démarche est d'assurer l'accès au territoire et de permettre, avec une intensité toujours renouvelée, l'extraction des ressources naturelles. L'exploitation des ressources souterraines a toujours été une importante industrie extractive (avec celles des fourrures, de la pêche, de la foresterie et de l'hydroélectricité) mais elle est aujourd'hui devenue la principale forme d'extraction, comme en témoignent les mines à ciel ouvert, la fracturation hydraulique et la course effrénée vers les dernières sources d'hydrocarbures, telles que les sables bitumineux. Encore aujourd'hui, la construction des colonies joue également un rôle central au sein du capitalisme, sous la forme du développement immobilier, de l'embourgeoisement et de l'étalement urbain.

Les industries extractives (et leurs conséquences néfastes sur le mode de vie et la survie matérielle et culturelle des peuples autochtones sur leurs territoires traditionnels) sont un des éléments centraux de l'accumulation de capital au Canada et au Québec. De plus, plusieurs compagnies minières opérant partout dans le monde ont leurs sièges sociaux dans des villes canadiennes. La bourse de Toronto, par exemple, représente le plus important marché de capitaux au monde au chapitre du financement des compagnies minières. Le développement de nos villes est financé par le colonialisme extractif. Depuis leurs origines, les institutions du capital, en particulier celles du secteur financier et des gouvernements, se sont spécialisées dans le

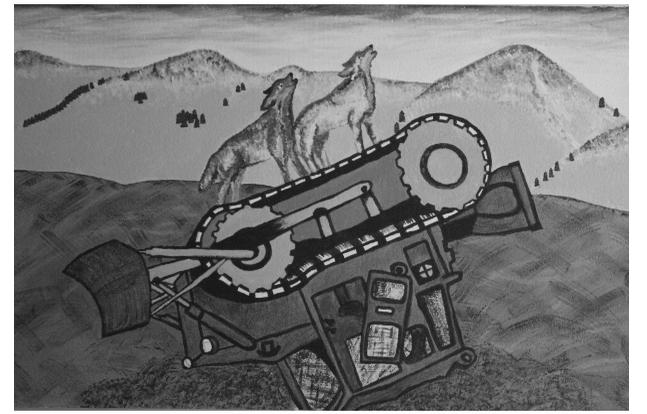
soutien des industries extractives mondiales. Les institutions les plus puissantes de nos villes jouent un rôle important dans la coordination et l'expansion des secteurs extractifs coloniaux du système capitaliste mondial.

C'est le contexte historique et structurel de notre société, et cela a des implications importantes pour les révolutionnaires anticapitalistes.

Premièrement, en tant que descendant-e-s de colons vivant dans une société fondée par les Européens, il n'est pas surprenant que plusieurs références de la lutte anticapitaliste proviennent des traditions émergeant d'Europe, qu'elles soient libérales, marxistes ou anarchistes. Or, les analyses ancrées dans les traditions européennes risquent de ne pas prendre en compte des aspects majeurs du capitalisme colonial tel qu'il existe ici. En Europe, mis à part quelques exceptions, comme les Basques et les Irlandais (avec leurs mouvements nationalistes aspirant à développer leur propre État-nation), la colonisation interne n'est pas une partie importante des conflits sociaux structurels comme c'est le cas ici. Les industries extractives et les colonies n'y ont pas le rôle central qu'elles occupent ici. En plus, la défense du territoire contre l'expansion coloniale ne constitue pas une menace politique et économique sérieuse au système capitaliste comme elle l'est ici.

Nous ne sommes pas en Europe, et si nous avons une quelconque chance de démanteler le système capitaliste ici, sur ce continent et dans cette ville, nous devons ancrer nos luttes dans une compréhension de l'histoire et des relations de pouvoir telles qu'elles existent ici.

Deuxièmement, pendant ces quelques centaines d'années de construction de l'État-nation, les gouvernements coloniaux ont délibérément employé différentes stratégies démographiques pour construire et contrôler la population sur ce territoire. En plus des tentatives génocidaires de détruire et d'assimiler les peuples autochtones par le meurtre, la famine, la maladie et les pensionnats, les gouvernements coloniaux ont graduellement incorporé les ethnies européennes les moins favorisées (dont l'ethnie québécoise) au sein du groupe racial, global et privilégié « des Blancs », ont asservi puis criminalisé les personnes de descendance africaine et ils ont exclu sur des bases racistes les personnes migrantes pauvres et non-blanches. Le contrôle de la population s'est aussi traduit par le contrôle des femmes et de leurs corps, notamment par la stérilisation forcée de milliers de femmes autochtones et non-blanches en



Alberta, en Colombie-Britannique et aux États-Unis au cours du 20^e siècle. Encore aujourd'hui, un grand nombre de femmes autochtones sont assassinées ou disparaissent sur une base régulière partout sur le continent. En fait, ces histoires d'oppression raciste et de génocide constituent les conditions qui permettent aux colons majoritaires, blancs, travailleurs, relativement privilégiés, d'exister sur ce continent.

Des luttes nécessaires sont à mener au sein de la société coloniale, y compris au sein de la classe ouvrière, pour contrer la colonisation et la suprématie blanche. Par contre, ces luttes n'obtiendront pas nécessairement le soutien populaire des travailleurs colons blancs qui continuent de bénéficier des systèmes de pouvoir qui renforcent le capitalisme et de s'identifier à ceux-ci. Les luttes anticapitalistes et anticoloniales sont, et seront probablement toujours, des luttes menées par une minorité de la population sur ces territoires. C'est une considération importante pour toute personne ou groupe cherchant à développer une stratégie révolutionnaire à long terme. Les mouvements qui n'ont pas le soutien de la majorité de la population peuvent tout de même chercher à s'améliorer et à lutter pour survivre dans un environnement global de plus en plus hostile, où la répression des gouvernements et le contrôle politique ont recours à des technologies de plus en plus sophistiquées. Nous devons être prêt-e-s à bouger rapidement quand surviennent des changements dans les dynamiques globales de pouvoir qui rendent possible ce qui était précédemment impossible.



Troisièmement, l'hétéro-patriarcat, le capitalisme et l'État-nation sont des systèmes sociaux coloniaux qui ont été imposés sur ce continent par la négation des différents systèmes sociaux autochtones. Les efforts séculaires des peuples autochtones pour réaffirmer leurs propres systèmes sociaux sur leurs territoires ainsi que leurs longues luttes pour la souveraineté et pour la décolonisation s'inscrivent dans des conflits structurels profonds contre les systèmes de pouvoir de la société coloniale, surtout en relation avec les secteurs d'appropriation capitaliste du territoire. Comme le dit l'intellectuel Dene Glen Coulthard dans un récent article : « For Indigenous nations to live, capitalism must die. And for capitalism to die, we must actively participate in the construction of Indigenous alternatives to it. » (Pour que les nations autochtones puissent vivre, le capitalisme doit périr. Et pour que le capitalisme périsse, nous devons nous engager activement dans la construction de solutions de remplacement inspirées des cultures autochtones.)

En fonction du contexte politique d'un territoire particulier, il est possible pour les descendant-e-s de colons anticapitalistes de partager d'importants objectifs avec les peuples autochtones engagés dans les luttes pour la décolonisation. Par contre, cette base pour la construction d'une lutte commune ne peut pas être tenue pour acquise. Une trop grande partie de l'histoire (et des pratiques actuelles) de la gauche coloniale, y compris des anticapitalistes, ignore les luttes autochtones, les marginalise et favorise des objectifs coloniaux ou soutient activement le pouvoir colonial. Dans ce contexte, il y a encore beaucoup de travail à faire si l'on souhaite atteindre une base de confiance qui puisse transcender la division coloniale.

En tant que descendant-e-s de colons engagé-e-s dans des luttes anticapitalistes, nous avons beaucoup à apprendre des luttes et analyses des peuples autochtones, comme celles qui expliquent pourquoi *l'anticapitalisme doit nécessairement être aussi anticolonial*, et tâcher d'appliquer ces leçons à nos propres luttes et analyses. Sur la base de nos objectifs communs, nous devrions

devrions essayer de soutenir les luttes pour la décolonisation des peuples autochtones, y compris la revitalisation de leurs systèmes sociaux aux dépens du régime capitaliste colonial actuel.

Finalement, cette lutte n'a pas seulement lieu sur ce continent. Les luttes partout sur la planète se rejoignent de plus en plus et sont souvent menées par des peuples autochtones contre les industries extractives. Ces luttes entraînent souvent la répression sévère des activistes, la militarisation des zones d'extraction et l'augmentation de la violence sexuelle, surtout contre les femmes. Au sein de l'industrie minière, les entreprises dépendent des institutions financières canadiennes, elles sont soutenues par le gouvernement du Canada, et elles engendrent le déplacement colonial continu de populations et la destruction des territoires et de l'eau. Ces conséquences ont toujours été inhérentes au développement capitaliste. Les mouvements de défense du territoire et de l'eau sont par conséquent des éléments cruciaux de la lutte révolutionnaire globale contre le système capitaliste.

Financiarisation du secteur agricole

Ou quand les requins viennent nous voler jusque dans notre assiette

Dans le système capitaliste global qui afflige notre planète, nous assistons à une nouvelle vague de colonisation des espaces qui se cache sous des discours de développement, de croissance et de progrès : la réussite des multinationales minières, pétrolières et de l'agro-alimentaire, devenues de véritables empires économiques, dépend de leur capacité à s'accaparer des territoires stratégiques, avec l'accord des États et la protection de leurs armées.

Ainsi la conquête des territoires, qui passe par l'appropriation des terres, des populations, des cours d'eau, des forêts et autres richesses du patrimoine de l'humanité, est devenue pour les élites du capitalisme international un moyen d'établir leur contrôle sur les enjeux économiques locaux, les peuples et les ressources naturelles. Les entreprises multinationales,

souvent appuyées par les agences de coopération gouvernementales de l'Occident, cherchent à s'approprier à la fois main-d'œuvre et richesses tout en prenant soin de se dégager des responsabilités face aux catastrophes écologiques et humaines qu'engendra leur passage.

Dans ce contexte, le déploiement de l'agro-industrie rase les campagnes et anéantit l'agriculture de subsistance, expulse les petits paysans pour ensuite les transformer en « esclaves modernes » sur leurs propres terres. Les entreprises minières et pétrolières, toujours plus voraces, n'hésitent pas à déplacer des villages entiers au Sud comme au Nord, pour sortir des entrailles de la terre les richesses qui se convertiront en dollars pour quelques-uns, en misère pour les autres, qui se retrouveront sans travail devant un paysage dévasté, lorsque l'opération à cœur ouvert aura terminé sa saignée.

Ça c'est dans l'économie réelle. Parallèlement, sur les « marchés », dans l'économie virtuelle, agissent les requins de la finance, qui utilisent les milliards de dollars des fonds de pension des travailleurs et travailleuses des pays occidentaux pour les jouer en bourse. Pour investir et s'enrichir,

alors qu'ils ne produisent rien et ne servent à rien. Pourtant, leur petit jeu a un impact concret et direct dans nos régions, lorsqu'ils investissent et s'accaparent les terres, et dans nos assiettes, quand leur spéculation fait monter en flèche notre facture d'épicerie et amaigrit notre garde-manger.

Ainsi, la crise alimentaire de 2007-2008 a mis en lumière l'impact de la déréglementation et de l'activité spéculative des marchés financiers sur les prix des denrées alimentaires de base. Durant cette période, les prix des aliments ont augmenté de 58 % à l'échelle internationale en deux ans. Face à l'incertitude persistante sur les marchés, ainsi qu'à la baisse des rendements moyens associés aux classes d'actifs « traditionnels », les fonds d'investissement ont pris d'assaut le marché des denrées alimentaires comme valeurs refuge, puisqu'ils sont des actifs relativement stables et sûrs même en période d'instabilité financière. Ainsi, les achats de terres agricoles sont devenus un placement alternatif de premier plan. L'acquisition de terres agricoles par des organisations financières a pris beaucoup d'ampleur depuis la crise financière de 2008. En 2011, les prix des aliments ont encore atteint de nouveaux sommets. Tout cela sans que l'offre et la demande ne varient significativement dans l'économie réelle pour expliquer ces hausses fulgurantes des prix. Alors que se passe-t-il ?

Suite page suivante



Pour comprendre, il faut se pencher sur certains aspects clés de ce qu'il est convenu d'appeler la « financiarisation du secteur agricole ». La cause structurelle de la crise alimentaire est un modèle qui convertit les aliments en de simples marchandises et donc en une source de profit. Tout au long de la dernière crise des prix alimentaires, l'agro-industrie et le capital financier ont étendu leur contrôle sur les ressources agricoles. On peut les considérer comme les plus importantes de la planète, dans la mesure où non seulement, partout dans le monde, la production d'aliments est-elle essentielle à la régulation des activités économiques et à la fixation du niveau des salaires, mais elle est également à la base de la vie et de la santé des sociétés humaines. La formation du secteur agro-industriel est le fruit de la dépossession de millions de paysannes et paysans, de la marginalisation de millions d'autres et de la subordination de celles et ceux qui réalisent des activités agricoles de subsistance aux « empires » de l'*agro-business*. Ainsi, la volatilité des prix des denrées alimentaires provient d'une part de la mainmise des puissances commerciales agro-industrielles sur les chaînes de production mondiales et d'autre part de l'entrée en jeu de groupes financiers qui spéculent sur les denrées alimentaires.

C'est depuis le début des années 2000, avec la déréglementation des opérations financières sur les marchés agricoles, que ces derniers se sont fortement financiarisés. Cette financiarisation est la cause principale de la volatilité des prix du pétrole et des matières premières. Force est de constater, en effet, que les matières premières agricoles constituent désormais un placement parmi d'autres pour les investisseurs financiers. La crise alimentaire de 2007-2008 et la nouvelle flambée des prix qui dure depuis 2011 ne sont que la pointe de l'iceberg.

En raison de la participation accrue des acteurs financiers sur le marché des aliments, la nature des informations qui anime l'élaboration des prix des produits de base a changé. La majorité des participants sur ce marché ne fondent pas leurs décisions commerciales sur l'offre et la demande. Cela introduit ainsi de faux signaux de prix sur le marché. En raison de ces distorsions, les prix des matières premières ne correspondent plus à leur « rareté réelle ». Concrètement, cela fait bondir notre facture d'épicerie, parce les produits agricoles sont devenus des valeurs refuge pour les investisseurs.

Facture d'épicerie salée

De 2007 à 2012, les prix des aliments de base, comprenant cinq groupes de produits, à savoir la viande, les produits laitiers, les céréales, les huiles et le sucre, ont progressé



cumulativement de 33,3 %. Le prix du sucre, ingrédient qui entre dans la composition de nombreux produits alimentaires transformés, a quant à lui plus que doublé durant cette période.

Au Canada, les prix des aliments ont augmenté plus rapidement que ceux de toute autre composante principale de l'Indice des prix à la consommation depuis 2007. De janvier 2007 à décembre 2012, leur hausse cumulée a été de 19 %. C'est l'une des plus fortes observées sur cinq années consécutives en 20 ans.

Évidemment, les personnes qui en souffrent le plus sont encore les familles les plus pauvres, qui doivent consacrer une part toujours plus élevée de leurs revenus simplement pour manger. En Occident, les personnes âgées, les personnes seules, les mères monoparentales, les familles qui survivent au salaire minimum, les chômeurs et les assistés sociaux voient leur garde-manger se vider lorsqu'ils doivent payer leur loyer. Dans les pays pauvres, c'est carrément la famine et la misère pour beaucoup de familles qui dépensent jusqu'à 80 % de leurs revenus pour se nourrir. Même en dehors des périodes de pénurie, une personne sur huit est confrontée quotidiennement au manque de nourriture. C'est 870 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, pendant que les criminels de l'agro-business s'enrichissent et spéculent.

Investisseurs financiers et accaparement des terres

Quand on parle d'accaparement et de concentration des terres agricoles, on fait aujourd'hui face à deux phénomènes distincts parallèles, qui, une fois combinés, donnent un pouvoir sans précédent à des acteurs de la finance et du secteur agro-alimentaire sur les terres, les aliments et nos vies.

Premièrement, il y a le développement d'un *agro-business* lié à la constitution d'un marché mondial des matières premières

alimentaires et à la fixation des prix de celles-ci (riz, maïs, soja, etc.), qui s'accaparent d'immenses étendues de terres pour les grands projets agro-industriels. Dans un deuxième temps, des acteurs de la finance (banques, fonds d'investissement) proposent désormais des produits financiers fondés sur l'acquisition de terres dans certains pays.

Finalement, en plus des spéculateurs typiques, les États participent aussi à la spéculation en se justifiant qu'elles doivent pallier le déficit alimentaire de leur propre société.

Ainsi, on constate que, de 2005 à 2010, la superficie des terres vendues annuellement est passée de 2,8 millions d'hectares à 8,3 millions, soit une augmentation de 296 %. Dans ce portrait, 2009 apparaît comme une année exceptionnelle, avec des transactions foncières avérées ayant atteint près de 30 millions d'hectares dans le monde. Du jamais vu. La crise financière de 2008 a manifestement mis en place les conditions d'une « ruée » vers les terres, qui s'est traduite l'année suivante par un nombre inégalé d'acquisitions de larges superficies foncières par des sociétés de capitaux, c'est-à-dire par des requins de la finance.

Les fonds de pension

Depuis quelques années, les fonds de pension des pays riches se sont lancés dans une véritable ruée sur la terre, négociant l'achat ou la location de millions d'hectares de terres arables en Afrique et en Amérique du Sud. En 2011, les fonds de pension capitalisaient au total plus de 23 000 milliards de dollars d'actifs au niveau mondial, dont plus de 100 milliards étaient investis dans les aliments de base. Sur ce dernier montant, ce sont de 5 à 10 milliards qui auraient été consacrés à l'achat de terres, et ce montant pourrait doubler d'ici 2015, selon plusieurs observateurs.

L'intérêt des fonds de pension pour le foncier s'explique par le fait que non seulement ils peuvent capitaliser sur l'augmentation continue de la valeur des terres, mais également sur les revenus issus de la vente de produits générés par ces terres. Les difficultés à trouver des placements permettant de garantir un rendement fixe dans une période d'incertitude comme celle que nous traversons font des terres agricoles un choix parfait permettant aux investisseurs d'obtenir un flux de liquidités continu sur plusieurs années, de manière à assurer à long terme le versement des rentes à leurs bénéficiaires retraités. Cet enjeu est capital pour les fonds situés dans les pays occidentaux, où les régimes de retraite sont mis sous pression par des déficits importants suite à la crise financière de 2008.

Non seulement les terres constituent-elles des actifs sûrs, mais elles sont surtout devenues très rentables au cours des dernières années. En effet, les retours moyens sur l'investissement dans des fonds



d'acquisition de terres (*farmland funds*) peuvent maintenant osciller entre 10 % et 20 % annuellement, ce qui constitue un rendement exceptionnel dans la conjoncture actuelle. En fait, depuis 1991, le rendement procuré par les fonds d'investissements dans les établissements agricoles a augmenté de 635 %, soit 300 % de plus que l'or. Il y a une corrélation très claire qui se dessine entre ces stratégies financières et le phénomène croissant d'accaparement des terres à l'échelle mondiale. Ainsi les fonds de pension sont parmi les plus gros investisseurs institutionnels sur les marchés des produits alimentaires et des terres agricoles.

Ce sont donc les économies de retraite des syndiqué-e-s qui servent aux riches financiers pour spéculer sur le prix des denrées alimentaires et sur les terres agricoles, menaçant ainsi la survie des familles les plus pauvres et mettant en péril la survie des agriculteurs, qui doivent dorénavant entrer en compétition avec de géantes sociétés d'investissements agraires cumulant des dizaines de milliers d'hectares de terres. Ce sont ces firmes et leurs mégaproductions, complètement détachées du tissu social de la campagne, qui produiront nos aliments, pas pour nous nourrir, juste pour faire gonfler la valeur de leurs fonds d'investissements en bourse.

Nous sommes tous et toutes les perdant-e-s de cette logique insensée ; les communautés rurales dépossédées et marginalisées ; les travailleurs et travailleuses précaires et les sans-emploi, acculés au pied du mur face à des conditions de travail et de vie qui empirent chaque jour. Notre facture d'épicerie monte en flèche, alors qu'on nous vend des aliments contaminés aux pesticides et aux engrais chimiques. Ils s'enrichissent en nous empoisonnant. Nous devons réagir et confronter les élites de ce système capitaliste, de cette finance agro-industrielle criminelle, tant à l'échelle globale que locale, pour reprendre du pouvoir sur nos vies et sur notre planète.

Trois accords économiques imminents, pour faire de la Terre un immense marché

Dans cette situation de crise mondiale, où tout ne tient qu'à un fil, les politiciens et PDG s'arrangent pour rassurer les marchés. C'est ainsi que se multiplient les accords économiques, qui garantissent aux investisseurs des rendements sans cesse croissants puisqu'ils permettent aux entreprises de faire ce qu'elles veulent, où elles veulent.

En permettant aux entreprises de supplanter les législations locales, les accords économiques décuplent les profits... et les atteintes aux droits et besoins fondamentaux des peuples. Nous l'avons vu par le passé avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Les entreprises nord-américaines ont engrangé des profits monstres en délocalisant la production, mais la population a perdu beaucoup : augmentation du chômage ici, de l'exploitation au Mexique et dégradation des conditions de travail pour tout le monde.

Or, ce n'est pas un, ni deux accords économiques qui nous pendent au bout du nez, mais bien trois ! Trois accords économiques qui permettront aux banques et aux actionnaires de spéculer à loisir, de s'approprier, avec la complicité des États, ce qui appartenait à la sphère publique (privatisation) et d'avoir tous les droits (déréglementer, renforcer la propriété intellectuelle, freiner l'augmentation du salaire minimum, etc.). Voici les noms de ces trois monstres : APT, AECG, TPP.

L'Accord de partenariat transatlantique (APT)

L'APT, inspiré de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), est négocié depuis juillet 2013 par les États-Unis et l'Union européenne. Elle représente le comble de la déréglementation ! Son principal objectif est de contourner les timides réformes mises de l'avant par le gouvernement américain pour éviter que se reproduise la crise des *subprimes*¹.

Ces triples prêts hypothécaires, créés par la banque JP Morgan et approuvés AAA par les agences de notation, vendus en bourse comme placements « sûrs », ont provoqué

directement ou indirectement une crise monstre en Grèce², le chômage d'un jeune sur quatre en Espagne³, l'austérité partout sur le globe...

La simple logique commandait que ces produits soient prohibés. Mais comme ils restent fort lucratifs pour leurs créateurs, les banquiers travaillent à déréglementer le secteur de la haute finance pour les y réintroduire, pesant de tout leur poids dans la création de l'APT. Il semble que tout sera en place pour recommencer à approfondir le gouffre économique béant dans lequel le globe s'enfonce déjà !

AECG : Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada L'AECG, c'est gigantesque ! Ça touche à tout : commerce des biens, services, protection des investisseurs, contrats publics, mobilité de la main-d'œuvre, etc. Selon Harper, il aura plus d'impact que l'ALÉNA ! L'AECG renferme l'article 11 de l'ALÉNA et même la possibilité de privatiser l'eau⁴...

Cet accord économique, avec la mise sur pied de tribunaux servant à protéger les droits des entreprises d'ici et d'Europe, met le Canada à la portée d'entreprises européennes qui ont déjà fait des recours contre le salaire minimum⁵.

Trans-Pacific Partnership

Le TPP est un traité multilatéral de libre-échange qui vise à intégrer les économies de la région Asie-Pacifique. C'est un traité qui inclut déjà le Brunei, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour, auxquels veulent s'ajouter le Canada, les États-Unis, le Mexique, le Japon, l'Australie et le Pérou. C'est pour tenter de conserver la suprématie des États-Unis qu'Obama s'est embarqué



dans ce traité, dans le but de voler des parts de marché au géant chinois, notamment en s'immiscant encore plus en Birmanie⁶.

Les effets de ce traité sont multiples : favorisation de la délocalisation d'emplois, pression pour importer la nourriture et diminuer les normes d'étiquetage, limitation de la liberté sur Internet, prolongation de la durée des brevets des médicaments (donc augmentation des frais, donc plus de risques pour la santé), permission aux entreprises de poursuivre les pays qui entravent leur accumulation de profits et, bien sûr, déréglementation des marchés financiers.

Pas de sauvetage du capitalisme

Opposons-nous à ces accords économiques ainsi qu'aux autres solutions censées sauver le capitalisme – et qui ne font que nous enfoncer chaque fois plus profondément dans une logique sociopathe.

Suite page suivante



Ceux qui proposent de contrebalancer la mondialisation économique par la mondialisation des États, faisant valoir que cela permettrait de faire des lois supranationales comme le Glass Steagall Act II⁷, ne proposent finalement que de déplacer le problème. Si les États locaux sont aussi pourris, comment croire en un État supranational, en un marché intégré « social-démocrate » ou « néo-keynésien » ?

La solution du sauvetage bancaire, comme les 700 milliards de dollars investis aux USA afin de sauver les banques (les mêmes qui ont créé la crise), n'est manifestement pas une solution, puisque celles-ci en sont déjà à reproduire la plus récente crise qui a secoué les États-Unis par la manipulation des devises⁸.

La seule et unique solution provient des rues de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, des USA... de partout dans le monde :

Pas de sauvetage du capitalisme, ni par dons de milliards aux banques, ni par la mondialisation, ni par les super-États (UE, Troïka...).

Notre opposition à l'AMI et à la ZLÉA ont réussi à contrer les plans des capitalistes. Ces accords sont enterrés. Nous pouvons aussi enterrer TPP, TPA et AECG!

Il y a bien plus d'opprimés que d'opresseurs dans ce monde. « Ils ont le chiffre, on a le nombre ! » comme le dit si bien Keny Arkana. Ils ont été submergés avec les printemps, les Occupys, la résistance contre les accords de libre-échange passés ? Ils seront submergés à nouveau par notre colère !

1-Selon le *Monde Diplomatique*, « Cinq ans après l'irruption de la crise des *subprimes*, les négociateurs américains et européens ont convenu que les velléités de régulation de l'industrie financière avaient fait leur temps. Le cadre qu'ils veulent mettre en place prévoit de lever tous les garde-fous en matière de placements à risques et d'empêcher les gouvernements de contrôler le volume, la nature ou l'origine des produits financiers mis sur le marché »

<http://bit.ly/1icfVHs>

2-<http://bit.ly/1drcnwB>

3-<http://bit.ly/1ga64Lp>

4-<http://tradejustice.ca/?lang=fr>

5-« On a pu voir récemment des sociétés européennes engager des poursuites contre l'augmentation du salaire minimum en Égypte ou contre la limitation des émissions toxiques au Pérou » <http://bit.ly/1cBOf76>

7-« *Restoring trust after Diamond* », Financial Times, July 3rd, 2012.

8-<http://bit.ly/1jRsHIQ>

Immigrant Workers in Montreal : The Rise of The New Precariat

Capitalist globalization has wrecked the lives of the overwhelming majority of the Earth's population. Neo-liberal policies over the past 30 years have only accelerated this misery, leading to the crisis in 2008. On a global scale, neo-liberal policies and trade agreements have led to the creation of export processing zones in the global south and entrenched privatization and the destruction of labour laws have seen manufacturing jobs shift from the global north to the global south. This shift in the name of seeking greater profits is ruining domestic economies and forcing millions to migrate to the global north in search of a better future.

Yet Capital has been able to expand thanks to this forced situation migration by then building upon a model of global precarity and outsourcing by insourcing and creating a massive precarious workforce based on expendable cheap migrant and immigrant labour inside the global north in cities such as Montreal. Montreal, where North America's 3rd largest textile industry once existed, saw the collapse of almost 100,000 jobs since the signing of NAFTA in 1994, many of which were low wage jobs occupied mainly by immigrant workers. These companies have since moved their operations to places like Bangladesh where over 1,000 workers died recently over the course of a single year, many of whom were working for subcontractors of North American corporations who create the very work conditions that are forcing people to migrate.

Yet at the same time for the few, the concentration of wealth among the rich has become unprecedented. Canada also (quietly) has one of the largest concentrations of billionaires on the planet, with 64. This level of wealth concentration—brought on by the neoliberalism of the last three decades—has led to unprecedented poverty, misery, and precarity.



In Montreal, the interests of the elite have been well served by globalization and migration. Take, for example, some of Quebec's wealthiest men: Dollarama's Larry Rossy, with a total wealth of \$1.48 billion; Alain Bouchard of Couche Tard, sitting on a wealth of \$1.07 billion; and shoe store king Aldo Bensadoun, with \$1.4 billion dollars. All of them have one thing in common: the exploitation of low wage workers and immigrant workers is at the core of their wealth. These companies have put forth immense resources to ensure a weak, low wage, precarious workforce, to create the perfect neo-liberal model precarious worker. This precarious workforce is created, in this case, by using temporary placement agencies to ensure workers cannot organize or struggle for decent work conditions because they can be hired or fired at any given moment. These methods ensure, for example, the wealth of Larry Rossy and the growth of Dollarama with its four Montreal distribution centres that hire thousands of workers, almost all of them immigrants, and all of them temp agency workers. Meaning they wake up every day not knowing whether they will have work.

In their last annual report the two greatest threats to the wealth of Larry Rossy and the profitability of Dollarama were simply put "any raise in the minimum wage and second the unionization of its workforce." This means



the use of the precarious labour of immigrant workers weakens the ability of workers to organize and has created work environments that are almost reminiscent of conditions 100 years ago. As one worker had described the way in which the agency has exploited workers "Certainly one could compare it to slavery, and I've been able to understand in my time here that just by an individual's skin colour, when I go to the placement agency, there's one kind of work for those who are black and there's another for those who are white".

Dollarama is not alone. Go down the list and you'll find Aldo Bensadoun, another bona fide billionaire who bases his expansion through a public subsidy of \$50 million dollars from Pauline Marois. Although most people would think it unlikely to find a despot of exploitation here in Montréal, here is this man, profiting from the same debasing labour conditions.

The restructuring of cities like Montréal from manufacturing based economies to service based economies relies on immigrant workers

to maintain its functioning. From what we eat to where we eat, to who drives our taxis, cleans the homes of the rich, takes care of the elderly, and maintains the hotels, all of it comes from the labour of immigrants with status, temporary foreign workers, and those without work permits or status. In Quebec 90% of all workers in the service sector are paid minimum wage which is drastically becoming a poverty wage.

The Quebec minimum wage as it now stands is \$10.15, and will only be raised to \$10.35, a wage increase of a whopping 20 cents. Meanwhile everything from Hydro to food prices continues to outpace the minimum wage. According to research, the minimum wage should be over \$13 an hour. So for many workers they remain under the poverty line or are being forced to work well above 40 hours a week. Once again, with the capitalist tightening of the belts, low wage workers, mainly immigrants in the service sector, are forced to take on harsh working conditions.

Yet many of those who do keep our cities running and who are at the core of the food industry, from the fields to the slaughter houses to the factories to the restaurants, are without status. You can go to any metro in the morning and see immigrants without status lining up to get on busses run by agencies to work almost 12 hours a day to pick the tomatoes we eat or prepare the meat people consume, all the while forced to live in draconian conditions, paid anywhere from \$7 to \$9 an hour below the minimum wage. Having none of the basic rights that citizens have, such as education, healthcare, and employment insurance, the everyday fear of deportation has become the backbone of creating this precarious workforce.

In Canada today there are an estimated 250,000-400,000 undocumented workers, mainly working for cash below minimum wage in construction and hospitality through forms of day labour and temporary placement agencies. Another measure of permanent temporariness is the 300,000

Temporary Foreign Workers now in Canada, a number that has exploded since 2008. So much so that 1/3 of all jobs created from 2007 to 2011 were through the Temporary Foreign Worker program.

It is clear that the struggle around immigrant workers, as anti-capitalists, cannot be seen alone as just a question of migrant justice, but has to be central to any understanding of class and how with the changing nature of class in the 21st century the focus of exploitation is no longer the unionized white worker, but rather a working class that is largely precarious and immigrant based. For us to struggle amongst workers is to stand side by side with migrants fighting for status or access to basic services. To challenge precarity and to stand side by side with immigrant workers who are challenging not just their own exploitation but are at the frontlines of the struggle against Quebec's major capitalists.

An injury to one is an injury to all

Déclaration Ensemble contre la charte xénophobe !

La CLAC endosse la déclaration Ensemble contre la charte xénophobe.

Nous nous opposons à la Charte des valeurs québécoises (maintenant le projet de loi 60) qui est proposée.

Premièrement, la Charte proposée, et les débats reliés, ne reconnaissent pas le fait que le Québec et le Canada sont bâtis sur des terres volées aux autochtones et se sont constitués grâce à la dépossession et au génocide de ces peuples. Nous affirmons notre solidarité à l'égard des autochtones et notre appui aux luttes pour leur autodétermination et leur intégrité culturelle.

Nous sommes pour l'égalité entre tous les genres et nous affirmons aussi notre appui aux luttes contre le patriarcat, le sexisme, l'homophobie, la transphobie, le racisme et toutes les formes d'oppression.

Nous nous opposons aux aspects de la Charte qui attaquent la dignité personnelle et l'autodétermination de nos semblables qui résident au Québec, incluant leur capacité de travailler et de survivre dans des secteurs majeurs de l'économie. Nous affirmons que la justification de cette charte est hypocrite et xénophobe. Elle est hypocrite parce que les symboles ostentatoires d'une religion pourront rester (c'est-à-dire le crucifix de Duplessis à l'Assemblée nationale, ainsi que la croix du Mont-Royal). Elle est xénophobe parce que ceux et celles qui soutiennent la charte font appel au sensationnalisme et à

de fausses peurs des autres cultures et traditions, cela faisant partie d'un calcul électoral pour gagner les votes des bigots.

Nous rejetons le portrait simpliste de nos communautés, tout en réaffirmant la diversité de nos cultures et de nos traditions, ainsi que nos multiples identités à l'intérieur de celles-ci.

Nous rejetons aussi la Charte parce qu'elle est sexiste, étant basée sur des stéréotypes à propos des femmes qui portent le hijab. Nous rejetons l'idée que les femmes de foi aient besoin d'être sauvées. Nous soutenons plutôt les femmes qui sont en première ligne de leurs propres luttes de libération, comme sujets à part entière, et non pas comme objets ou victimes, de leurs propres transformations.

Nous appuyons les luttes contre la pauvreté, la précarité, l'exclusion sociale, l'assimilation, les frontières, le profilage racial, le sexisme et la violence de genre. Nous sommes uniEs pour bâtir une société à travers nos différences et pour lutter contre toutes les formes d'oppression, peu importe leurs sources.

Si votre organisation veut endosser cette déclaration, veuillez envoyer un courriel à nooneisillegal@gmail.com



Le syndicalisme selon Steven Harper

Il était une fois un despote qui après avoir brûlé les scientifiques de son pays voulait bouffer du syndicat...

Harper et ses conservateurs appliquent la théorie des petits pas : mesure par mesure, ils décrochent les quelques décorations que les réformistes avaient réussi à poser sur la niche du capitalisme. Les syndicats n'ont pas été trop échaudés lors de son arrivée en 2006, mais le gouvernement Harper se lâche lousse depuis sa victoire électorale de 2011. Tout y passe ou presque. Son dessein est maintenant de rendre tout à fait caduc le syndicalisme comme force politique significative. On pourrait bien se demander de quoi il a si peur, mais ça, c'est une autre histoire...

Évidemment, la démente de ce gouvernement n'est pas complètement sans raison. Sa cause : retirer toutes les embûches, aussi petites soient-elles, qui pourraient se trouver au travers du chemin des osties de crosseurs capitalistes !

Ainsi, Harper et ses troupes accumulent les attaques. Il y a un an, plusieurs mesures antisyndicales ont été éparpillées dans le projet de loi omnibus C-4 qui portait sur le budget (sic). Ainsi, le droit de déterminer l'étendue des services essentiels pour les employé-e-s de l'État est donné exclusivement au ministre du Travail, ce qui revient pratiquement à éliminer le droit de grève. Les procédures pour le dépôt des griefs sont complexifiées et une panoplie d'autres mesures ont été ajoutées pour rendre la vie difficile aux syndicats dans la défense de leurs membres. Les *Tories* de Harper jouent également avec la santé et la sécurité des 800 000 travailleuses et travailleurs qui relèvent du Code canadien du travail en transférant également au ministre du Travail le pouvoir de décider ce qui constitue une tâche dangereuse ou non...

Les conservateurs utilisent aussi leurs députés d'arrière-ban pour diriger les attaques. C'est ainsi qu'a été déposé le projet de loi C-377 qui obligerait les syndicats à fournir au ministère du Revenu leurs états financiers et les détails de leurs fonds de grève. Cette obligation de transparence n'est imposée à aucune autre organisation au Canada, pas même aux compagnies ultra-financées par le gouvernement. Comme coup ciblé, on ne pourrait faire mieux. Un autre pantin d'arrière-ban, le conservateur albertain Blaine Calkins, a déposé le projet de loi C-525 qui ajoute des obstacles aux employé-e-s sous juridiction fédérale qui voudraient se syndiquer... tout en facilitant les procédures pour la désyndicalisation. Ces deux projets de loi devraient passer sans problème les étapes nécessaires à leur adoption.

Via une autre mesure budgétaire, le gouvernement abolit graduellement le crédit d'impôt fédéral pour le Fondaction de la CSN et le Fonds de solidarité de la FTQ. Ce qui n'est pas très surprenant. Ce privilège donné par Brian Mulroney à son grand ami Louis Laberge il y aura bientôt 30 ans était une sorte de cadeau empoisonné. On faisait ainsi entrer les syndicats dans la cour des grands. Lorsqu'on gère une cagnotte de 10 milliards \$, les obligations « de bonnes performances économiques » vont inévitablement vous menotter. Mais aujourd'hui, Harper et sa gang en ont soupé des privilèges donnés aux capitalistes syndicaux au détriment des capitalistes privés... Avec tous ses déboires mafieux, la FTQ est bien mal placée pour ameuter les troupes sur ce qui lui arrive !

En plus de toutes ces mesures antisyndicales, le gouvernement Harper poursuit dans le chemin tracé par les Libéraux en s'attaquant au peu qu'il reste du programme de l'assurance-emploi.

Les forces syndicales

Les syndicats promettent de faire la guerre à Steven Harper et son gouvernement d'ici les élections prévues en 2015. Ils ont toutes les raisons pour la faire, mais peut-on les prendre au sérieux ? Les conservateurs fantasment sur la situation américaine, où le mouvement syndical est réduit à une force négligeable, voire quasi inexistante, avec un taux de syndicalisation de 8 % dans le secteur privé. On pourrait croire que le gouvernement court après le trouble, mais il ne le trouvera pas...

Les syndicats vont comme d'habitude user des contestations judiciaires pour gagner du temps. Mais on peut douter de leur réelle capacité à mobiliser leurs troupes et à créer un rapport de force digne de ce nom. On ne pourra pas reprocher aux seuls syndicats la faible mobilisation de la classe ouvrière ici, comme partout en Occident. C'est dans l'air du temps. Mais le portrait des forces syndicales au Canada est tout de même désolant. On se rappellera la facilité avec laquelle le maire de Québec, Régis Labeaume, a mené sa campagne électorale sur le dos des organisations syndicales...

Dans le Canada anglais, une partie des syndicats du secteur privé a compris la gravité de la situation. La fusion, l'automne dernier, des Travailleurs canadiens de l'automobile et du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, a permis de créer « Unifor », une centrale de 300 000 membres. Un grand nombre de travailleuses et travailleurs œuvrent dans des secteurs qui relèvent du Code du travail fédéral (transport aérien et ferroviaire, médias, communications, etc.). Cette nouvelle



unité, qui va positivement à l'encontre de la mode québécoise de la multiplication des centrales, ne sera évidemment pas une arme suffisante à elle seule.

Outre la diminution de services réellement utiles pour la population, l'extrême cure minceur imposée à Postes Canada aura aussi pour effet de briser les reins d'un des syndicats les plus puissants de l'histoire du secteur public au pays : le Syndicat des travailleurs et travailleuses des Postes. L'unité syndicale entre le Québec et le reste du Canada a toujours été limitée aux politesses d'usage. Au Québec, le nationalisme larvé des grandes centrales conditionne plusieurs de leurs actions. La prochaine ronde de négociations dans le secteur public québécois prévue à l'automne s'annonce très difficile. La « crise » des finances publiques risque de mettre à dure épreuve le militantisme syndical.

Il est vrai que le syndicalisme se porte mieux au Canada que presque partout en Occident, avec un taux de syndicalisation avoisinant les 35 %. Mais cette position est toute relative et demeure fragile. Devant la croisade antisyndicale des conservateurs, la formule Rand tient encore le coup. Cette mesure qui permet le prélèvement à la source des cotisations favorise grandement le syndicalisme au Canada.

Les centrales syndicales canadiennes participeront sans doute activement à la grand-messe du Forum social des peuples prévue à Ottawa et Gatineau du 21 au 24 août prochain. Elles voudront s'en servir entre autres comme tremplin pour la mobilisation contre le gouvernement Harper. Souhaitons que ce soit réellement le cas et que cet événement, qui accaparera sûrement beaucoup de ressources, ne se limitera pas à une pitoyable séance d'applaudissements mutuels.

Il ne faut pas se faire d'illusions, Harper donne le frisson, mais il est en phase avec la crise économique, sociale et environnementale dans laquelle le capitalisme plonge toute la planète. Cette crise est bien réelle et, quel que soit le gouvernement en place au fédéral comme au provincial, l'offensive du capital n'est pas près de ralentir.

**Fuck la « sacro-sainte » paix syndicale !
Fuck you Steven Harper, si l'enfer existait,
on t'y enverrait !**



« L'esti d'parade » Le 1^{er} mai et les boss syndicaux

Parmi les nombreuses conversations téléphoniques des boss de la FTQ obtenues par écoute électronique qui ont été présentées à la commission Charbonneau, se trouve cet échange croustillant capté le 1^{er} mai 2009 entre Michel Arsenault et un de ses acolytes, Gilles Audette :



Arsenault : On a l'esti de parade à soir. Ça me tente pas d'aller là pantoute.

Audette : Ouais ben on va y aller ensemble.
Arsenault : On va y aller 15 minutes pis on va se sauver.

Audette : On va y aller ensemble, on va aller faire un petit tour pis on va se faire voir, c'est important ça.

Arsenault : J'ai pas besoin de ça la parade du 1^{er} mai.

Arsenault : (...) Je peux pas t'en parler au téléphone. On est rendu esti qu'on peut même plus se parler au téléphone.

* * *

« Un *chum*, c't'un *chum*. » Ben criss, avec des *chums* de même, on a pus besoin d'ennemis de classe !

G20 de Toronto : un camarade américain condamné à 19 mois

Le 13 février dernier, Joel Bitar, un militant américain de la région de New-York, a été condamné à 19 mois moins 7 jours pour sa participation aux manifestations contre le G20 de Toronto, en juin 2010. Nous avons reproduit ci-dessous des extraits de la déclaration qu'il a livrée en Cour avant d'être transféré en prison. Pour lire la déclaration intégrale de Joel, obtenir ses coordonnées pour lui écrire en prison et rester au courant de sa situation, visitez <http://supportjoel.com/>

[...] Financial crises, war and environmental degradation share a common thread. They are born of the prevailing economic system, which is only interested in maximizing profit and increasing growth. This system is predicated on maintaining vast levels of inequality, where a small number of people have incredible amounts of wealth while the masses are locked in poverty. A recent report published by Oxfam International states that the 85 richest people possess the same wealth as the poorest 3.5 billion people combined. Rather than providing wealth and opportunity, or having a trickle-down effect, the current system enriches the few at the expense of the many. This is not a particularly radical analysis, this is the only rational interpretation of how society is structured. [...] Rather than addressing these structural causes, Western governments do everything they can to foster the status quo that leads to the problems.



The current situation in the world is urgent and much needs to be done. I truly believe we can build a new system that puts human need and the needs of the environment ahead of the interests of business. At some point, we need to decide if profit, innovation and economic growth are more important than the long-term sustainability and well-being of our species and planet. I understand that this proposition might not sound so good to someone who is financially benefiting from the current system but we are running out of time. We have enough resources to make sure every person on this planet has health care, food, an education and a place to live. There is no reason why people should be homeless and begging on the streets while food is thrown away en masse and foreclosed houses remain empty. There is no reason why such massive levels of inequality should persist in the modern age. *These systems are antiquated and must be fundamentally transformed.* [...]

Nos principes de base:

La CLAC-Montréal opère avec un mode de fonctionnement anti-autoritaire, sur la base des principes de l'Action mondiale des peuples (AMP).

De plus, la CLAC-Montréal opère en fonction d'un respect pour la diversité des tactiques.

Les principes de l'Action mondiale des peuples

1- Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.

2- Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.

3- Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.

4- Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.

5- Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

La CLAC est un groupe de travail du QPIRG-Concordia



L'élite mondiale se réunit à Montréal

Le Forum économique international des Amériques tient sa 20^e Conférence de Montréal du 9 au 12 juin 2014. Pour la première fois, l'événement se tiendra à l'hôtel Fairmont Queen Elizabeth.

Depuis 20 ans, la Famille Desmarais, cette belle gang d'osties d'crosseurs, dirige le Forum économique international des Amériques. Cette organisation tient des colloques annuels à Montréal, Toronto et à Palm Beach. La Conférence de Montréal est la plus importante : elle s'autoproclame « le Davos des Amériques »!

Sous le thème « Les fondements de la prochaine ère de croissance », on va rassembler 180 conférencières et conférenciers, ainsi que 3 000 participant-es issus de l'élite capitaliste mondiale : ministres des finances nationaux, banquiers de la planète, PDG de grandes multinationales, représentants d'institutions internationales telles que le FMI, la banque mondiale et les banques de développement régionales, etc. On comprend pourquoi la Conférence de Montréal se vante d'être une occasion exceptionnelle de réseautage et de rencontres privées...

Il en coûte la modique somme de 1 600 \$ pour assister à l'événement, soit environ le



double du salaire médian hebdomadaire des travailleurs québécois, et presque trois fois le montant mensuel avec lequel doivent se débrouiller les personnes vivant de l'aide sociale. On peut également se procurer des Laissez-passer à 4 000 \$... On parle donc de 6 millions \$ de revenus seulement avec les frais d'inscription!

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce rendez-vous annuel pour les grands dirigeants

capitalistes dans leurs efforts pour perpétuer leur main mise sur nos vies et la richesse mondiale. Comme toujours, ils veulent s'assurer que « La prochaine ère de croissance » se fasse bien sur notre dos... et qu'elle aboutisse dans leurs poches. Leur croissance, c'est notre misère! À tous les participants de la Conférence de Montréal, à toutes les crapules capitalistes qui nous disent « Travaille, consomme, pis ferme ta gueule », on leur répond : **FUCK YOU, OSTIES D'CROSSEURS!**

Manifestation contre le Forum économique international des Amériques (mieux connu sous le nom de Conférence de Montréal)

10 juin 2014, 8h (du matin) PILE!!!
Place du Canada :
en face de la cathédrale (coin Metcalfe/René-Lévesque)

Pendant qu'on dort, pendant qu'on travaille, qu'on souffre, qu'on meurt, d'autres s'assurent d'assombrir notre avenir au nom d'une logique inhumaine. Depuis longtemps, ils s'enferment loin du monde pour comploter et le tordre en leur faveur. Depuis longtemps, nous souffrons de leurs machinations capitalistes élaborées dans le secret de leurs repaires dorés.

Le visage contemporain de ces mangeurs de pauvres est celui des négociateurs de traités internationaux, ministres et sous-ministres, gouvernants et tyrans, PDG de compagnies minières et pétrolières, magnats de la presse; tous ceux qui s'autoproclament « les leaders les plus influents du monde », qui à la gloire du profit se réunissent régulièrement, partout sur la planète, qu'ils s'imaginent leur appartenir.

Cet été, ils convergeront de nouveau vers Montréal, cintrés dans de coûteux costumes, sertis de bijoux, puant la richesse dont ils nous ont spolié-e-s. C'est au somptueux Reine

Elizabeth qu'ils parleront création de richesse (pour eux!), commerce et gouvernance, comme si cela voulait dire quelque chose. Alors qu'un peu partout sur la planète, les États adoptent des régimes d'austérité et appauvrissent la population, le thème de cette année sera « Les fondements d'une nouvelle ère de croissance ». Ils prononceront les mots « développement durable » alors qu'ils ne pensent qu'à détruire. Et quand ils diront « valorisation des ressources naturelles », ce sera pour parler d'expropriation, d'exploitation et d'humiliation...

Voilà 20 ans que la Conférence de Montréal existe. 20 ans de trop que ça dure. Qu'année après année, ils envahissent notre ville pour tenter de nous exclure de nos propres vies et s'acoquinent pour mieux nous bafouer. Ils sont fiers de célébrer cette année leurs 20 ans de fourberies.

Nous avons bien l'intention de nous inviter aux célébrations pour leur faire savoir que nous refusons leur ordre des choses.

Mardi 10 juin, pour la journée sur l'énergie et les ressources naturelles, nous y serons, dès 8h du matin, pour une action de perturbation.

**Venez nombreux et nombreuses
leur montrer que leur cirque a
assez duré!**

**Rendez-vous à la Place du Canada
(coin Metcalfe/René-Lévesque).**

**Parce que leur monde est aussi
injuste que notre colère est juste.**

